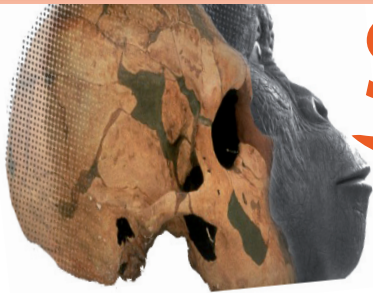




Gestion du patrimoine de l'Etat : Adoption de stratégies pour plus d'économie. P.2

Mairie de Kaya : Abdoulaye TAO passe le témoin a Boukaré OUEDRAOGO. P.5

L'information des campus et des centres de recherche pour le monde, L'information du monde pour les campus et les centres de recherche



Sciences-Campus Info

Science - Politique - Education - Société - Economie

Quotidien n°78 du jeudi 07 juillet 2016 / Tél: +226 76 60 97 21/ +226 25 37 36 39 BURKINA FASO

Version numérique

■ Activités du Gouvernement. P.6

■ Jobs Campus. P.11

Société

Fin de trente jours de privation et de pénitence Les fidèles musulmans du Burkina Faso célèbrent l'Aïd EL Fitr

Région du Centre-Ouest



Les Fidèles musulmans ont prié en communauté.

A l'issue de trente (30) jours de jeûne les fidèles musulmans du Burkina Faso fêtent la fin du mois de carême. Ce jour mercredi 06 juin les musulmans de Léo comme tous

les autres frères ont prié en communauté à la grande mosquée de Léo. Reconnu plus sous le nom de Ramadan, cette fête a été placée sous le signe de la paix et de la cohésion

sociale. Ensemble ils ont imploré le père celeste pour qu'il nous accorde une bonne saison pluvieuse.

Ibine Victor Nagnon pour SCI

ESPACE RÉSERVÉ POUR VOS ANNONCES

+226 72 08 03 03



Gestion du patrimoine de l'Etat Adoption de stratégies pour plus d'économie

Région du Centre



Pour la directrice générale des Affaires immobilières et d'équipements de l'Etat, Léa Zagré, « nous devons aujourd'hui élaborer des cadres de références pour donner une vision à la gestion du patrimoine de l'Etat. »

La direction générale des affaires immobilières et d'équipement de l'Etat sous l'égide du ministère de l'économie, des finances et du développement a procédé ce mardi, 5 juillet 2015 à Ouagadougou, au lancement du processus de formulation de référentiels de gestion du patrimoine de l'Etat.

Pour la directrice générale des affaires immobilières et d'équipements de l'Etat, Madame Léa Zagré, l'objectif du processus de formulation de référentiels de gestion du patrimoine de l'Etat est de dégager des axes d'orientation et des politiques assorties de stratégies et de plan d'action qui pré-



La directrice des Affaires immobilières de l'Etat, Eliane Djiguimé a indiqué que le lancement d'aujourd'hui marque le point de départ de ce processus qui a commencé il y a longtemps.

sentent les rôles et les responsabilités des acteurs pour une performance en matière de gestion des biens publics. A l'entendre, le ministère de l'économie et des finances s'emploie à rendre agréable le cadre de travail des agents de l'Etat ainsi que celui des usagers des services publics.

« Le ministère œuvre à réaliser une répartition optimale des équipements au profit des différentes structures. Beaucoup d'efforts sont consentis à cet effet et malheureusement, on constate une réelle insatisfaction.

Et ce, parce que nous n'avons pas de cadre référentiel qui donne une dyna-

mique par rapport aux modalités de gestion du patrimoine de l'Etat », a-t-elle indiqué.

A cet effet, trois processus seront élaborés par des cadres de l'administration publique regroupés en groupes.

Des comités de suivis composés notamment des premiers responsables des ministères que sont les secrétaires généraux leurs seront affectés. Ils seront chargés de mener à bien l'élaboration des processus qui visent une amélioration d'ensemble dans la gouvernance de la gestion du patrimoine de l'Etat.

A ces comités de suivis s'ajouteront des comités techniques constitués de « cadres biens avertis aux thématiques ». À la suite de ces travaux, au bout de quatre mois, les acteurs se retrouveront afin de consolider le fruit de leurs recherches et organiseront un « atelier national » pour valider les travaux présentés par les groupes techniques.

Selon la directrice des Affaires immobilières de l'Etat, Madame Eliane Djiguimé, cette amélioration va permettre de dégager des économies. « Lorsqu'on améliore une gestion, on attend des retombées que sont entre autres, dégager des économies qu'on va pouvoir affecter à la réalisation d'investissements structurés », a-t-elle déclaré. Elle conclut qu'elle pense que c'est ce qui est attendu de ces trois politiques.

Notons que le patrimoine de l'Etat est constitué de biens immobiliers et de biens mobiliers. L'immobilier concerne les infrastructures, les bâtiments étatiques et le mobilier est composé de l'équipement et de son parc automobile.

Bernadette DEMBELE pour SCI
bernadette.dembele58@gmail.com



Ces cadres de l'administration veulent en découdre avec les mauvaises pratiques habituelles.



Fête du ramadan: messages de quelques personnalités du Burkina

Région du Centre

A l'occasion de la fête de ramadan, il est parvenu à la rédaction du magazine universitaire des messages de personnalités, de partis politiques et d'organismes du Burkina Faso. Ci-dessous quelques messages.



Roch Marc Christian KABORE,
Président du Faso

«A l'occasion de l'Aïd-el-Fitr, qui consacre la fin du mois de Ramadan, j'adresse tous mes vœux de bonheur, de santé et de réussite aux musulmans du Burkina-Faso».



Paul Kaba THIEBA
Premier ministre

«Il m'est agréable de vous présenter, à l'occasion de l'Aïd EL Fitr, mes meilleurs vœux et mes vives félicitations, implorant le tout-puissant, le clément de rétribuer notre jeûne, notre prière et nos bonnes œuvres».



Simon COMPAORE, Ministre d'Etat, Ministre de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et de la Sécurité Intérieure

« Je souhaite une bonne Fête de Ramadan à tous les Musulmans du monde entier et espère que cette fête apporte paix et bonheur à l'humanité entière ».



Stéphane SANOU Ministre du Commerce, de l'industrie et de l'artisanat

Souhaite à tous ses collaborateurs, les partenaires du département et généralement à tous les fidèles musulmans, une bonne fête de Ramadan. Que les saintes prières soient source d'abondantes bénédictions de paix et de prospérité pour notre chère pays.



Jean-Baptiste NATAMA

«À mes amis, frères et sœurs musulmans, je souhaite une bonne fête de l'Aïd El Fitr qui consacre la fin du mois sacré du Ramadan dans la foi, la piété et l'espérance. Puisse Allah le miséricordieux accéder à vos prières et vous combler abondamment de ses grâces, pour votre bonheur et celui de l'humanité tout entière!»



Remis Fulgence Dandjinou, Ministre de la Communication et des Relations avec le Parlement

«Je souhaite à tous mes frères et sœurs musulmans un Joyeux Ramadan. Qu'Allah le Miséricordieux exauce vos prières et nous comble de ses grâces».



Démocratie - Travail - Solidarité

Message de l'UPC à l'occasion de la fête du Ramadan 2016 «Chers frères et sœurs musulmans du Burkina Faso, après un mois de jeûne et de pénitence, il vous sera donné, par la grâce d'Allah le Tout Puissant, de célébrer la fin du Ramadan ce mercredi 06 juillet 2016. Que les bonnes œuvres, les séances de prières et toutes les actions de piété du mois saint raffermissent votre foi, et permettent à notre pays de vivre toujours dans la paix et la fraternité. Mes chers frères et sœurs, le mois du Ramadan a coïncidé cette année avec la période des semences pour les paysans, et celle des examens pour les scolaires. Que Dieu, qui est source de la véritable connaissance et qui fait germer la graine, fasse connaître le succès et l'abondance aux filles et fils du Burkina Faso ! Bonne fête l'Aïd el-Fitr à tous les fidèles musulmans du Burkina Faso et du monde entier ! Ouagadougou, le 05 juillet 2016 Pour le Bureau Politique National de l'UPC, Le Secrétaire national chargé de la culture, de la famille, des valeurs sociétales et des cultes». Son Excellence le Poé Naaba



La Police Nationale souhaite à tous les fidèles musulmans du Burkina Faso une très bonne fête d'Aïd El-Fitr!

Division de la Communication et des Relations Publiques de la Police Nationale



Annonces

ESPACE RÉSERVÉ POUR VOS ANNONCES

+226 72 08 03 03



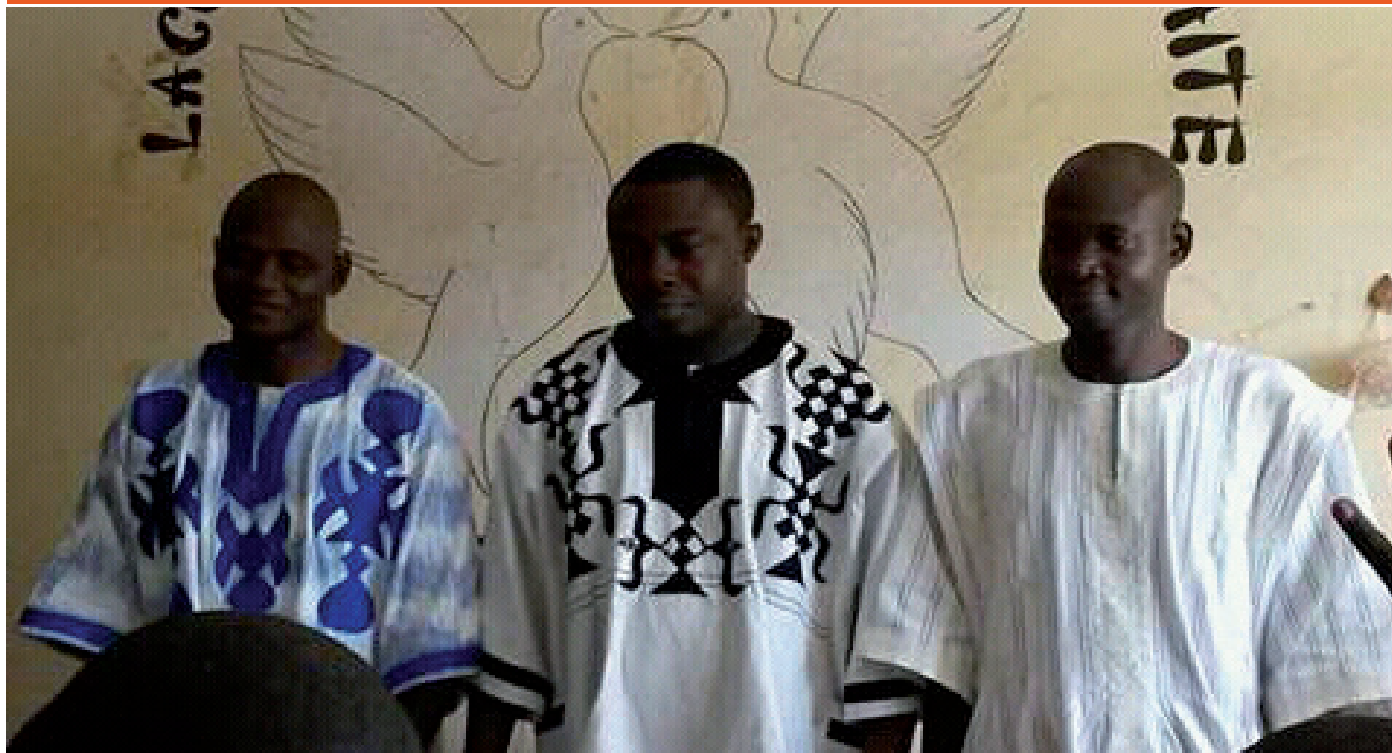
Collaborons pour **bouter** le **grand banditisme** et le **terrorisme** de notre pays

Une Force Humaine !



Mairie de Kaya Abdoulaye TAO passe le témoin a Boukaré OUEDRAOGO

Région du Centre-Nord



De la gauche vers la droite Le maire entrant, le haut commissaire et le PDS

Elu le 25 juin 2016 pour un mandat de 5 ans, C'est le lundi 4 juin 2016 dans la matinée que Boukaré Ouédraogo dit Bourky a pris les rênes comme maire de la commune de Kaya .

Il succède a ce poste Abdoulaye Tao, président de la délégation spéciale de la commune depuis dix (18) huit mois.

La passation de charge a été présidée



Photo de famille.

par le haut commissaire de la province du Sanmatenga, Bruce Emmanuel Sawadogo et a eu pour cadre la salle de fête de la mairie.

La cérémonie a été l'occasion pour le président de la délégation spéciale(PDS)sortant Abdoulaye Tao de traduire sa reconnaissance aux autorités du pays ,a ces collaborateurs et a tous le personnel de la mairie « permettez moi de féliciter les membres de la délégation spéciale et surtout le bureau, c'est également le lieu pour moi de remercier les responsables et les agents des services techniques de la mairie, les responsables techniques de l'Etat et les services de sécurité qui nous ont accompagné durant un an et demi à la tête de la commune de Kaya » dixit le PDS sortant avant de souhaiter plein succès à l'équipe entrant.

Le nouveau maire quant à lui se dit être satisfait du choix porté sur sa

personne et a vivement salué l'équipe sortante pour les efforts fournis dans l'accomplissement de leur mission « c'est avec beaucoup d'émotions, de sincérité, de fierté que je prends la parole en tant que maire nouvellement élu de la commune de Kaya, mes pensées vont envers tout ceux qui m'ont porté a la tête de la commune je leur adresse mes vifs remerciements. J'invite l'ensemble des élus à faire preuve de responsabilité, d'engagement et d'ardeur au travail » s'est-il exclamé. Personnel de la mairie, parents, amis et partenaires étaient présents a cette passation de charges.

Valentin Ouédraogo pour SCI



Téléchargez le quotidien numérique
Sciences-Campus Info du lundi au dimanche.
7 numéros dans la semaine.

La commune rurale de Yargo dans le district sanitaire de Boussé dispose d'un CSPS

Région du Plateau Central



Le ministre de la santé inaugure le CSPS.

La commune rurale de Yargo dans le district sanitaire de Boussé dispose d'un CSPS. L'inauguration de ce centre de santé et de promotion sociale s'est déroulée ce matin en présence du ministre de la santé, de l'ambassadeur de la République de Chine Taïwan au Burkina et du gouverneur de la région du plateau central.

C'est le premier centre de santé pour la population de Yargo estimée à 1600 habitants selon le porte-parole de la

population l'ancien journaliste à Sidwaya Sita Tarpagdo . Le CSPS désormais dans les mains des bénéficiaires est composé de dispensaire, d'une maternité d'un dépôt MEG , d'un incinérateur , de 4 latrines , de deux logements et d'un dispositif solaire . La construction de ce CSPS a coûté 119 875 435 fcf selon l'ambassadeur de la République de Chine Taïwan au Burkina SHEN Cheng-Hong. Le ministre de la santé qui a présidé cette cérémonie d'inauguration a invité les bénéficiaires à faire du CSPS leur pa-

trimoine afin de donner plus de chance aux infrastructures. Le Docteur Smaïla Ouédraogo a aussi insisté sur la bonne collaboration entre la population et le personnel de santé. La mesure de gratuité des soins en vigueur au Burkina a été expliquée aux populations sorties nombreuses pour assister à l'ouverture officielle des portes du CSPS de YARGO.

DCPM/MS

EMPLOI

Trouvez chaque jour vos avis de recrutement nationaux et internationaux sur:

www.jobs-campus.com





Gouvernance territoriale et décentralisation au Burkina

L'UNABF jette la réflexion pour une nouvelle dynamique

Région du Centre



A l'extrême droite et au milieu: Le ministre d'Etat, ministre de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et de la Sécurité Intérieure, Simon Compaoré et le ministre de la Fonction Publique, du Travail et de la Protection Sociale Clément Sawadogo.

Après les élections présidentielles et législatives de 2015 et les élections municipales de 2016, c'est une nouvelle étape de la gouvernance qui s'ouvre au Burkina. C'est dans cette optique que l'UNABF a décidé d'apporter sa contribution en se penchant sur le thème « Gouvernance territoriale et décentralisation au Burkina Faso : contribution pour une nouvelle dynamique ».

Pour le président de l'Union Nationale des Administrateurs Civils du Burkina Faso, Hamidou Dipama, « Si globalement, notre pays est apprécié positivement en matière de conception des politiques publiques, il n'en demeure pas moins, qu'en matière de mise en œuvre de ces politiques, notre pays est à la traîne. Toute chose qui pose la question de l'efficacité de notre système de gouvernance administrative territoriale et locale, cadre de mise en œuvre des politiques publiques nationales et locales à travers la déconcentration et la décentralisation ».

A ce troisième conseil de l'UNABF, les participants ont jeté les bases de la revalorisation des cadres de mise en

œuvre des politiques publiques. Pendant une journée donc, ils ont eu droit à des communications sur les trois sous-thèmes de la rencontre à savoir « décentralisation au Burkina Faso, les perspectives d'évolution » ; « police de proximité : contribution pour une meilleure participation citoyenne » ; « formation des Administrateurs Civils : les réformes pour une meilleure gouvernance administrative ».

Les échanges ont permis de dégager des propositions sur la nécessité de repenser les curricula de formations des administrateurs et des recommandations autour de la nouvelle dynamique de la décentralisation, pour une meilleure mise en œuvre des politiques publiques de l'Etat.

D'ailleurs, le ministre de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et de la Sécurité Intérieure, parrain de ce conseil ordinaire a reconnu que les collectivités ne répondront à leur mission que si elles peuvent s'appuyer sur des hommes et des femmes ayant reçu une formation de qualité et bénéficiant de perspectives intéressantes de carrières. C'est pourquoi « mon

département s'attèle à faire adopter un certain nombre de textes dont notamment la loi préfectorale, la loi 027, le décret concernant les modalités d'exercice de la fonction de secrétaire général de conseil de collectivité, le décret 804, l'organigramme des administrations des circonscriptions administratives. » a-t-il indiqué.

Le ministre de la Fonction Publique, du Travail et de la Protection Sociale Clément Sawadogo a, au nom du premier ministre félicité l'UNABF pour l'organisation de ce conseil, sous une thématique plus que d'actualité car elle est au cœur du renouveau de la gouvernance au Burkina Faso.

L'Union Nationale des Administrateurs Civils du Burkina Faso est une association professionnelle du corps des Administrateurs Civils qui regroupe les emplois d'administrateur civil, de secrétaire administratif et d'adjoint administratif. Elle a vu le jour le 26 avril 2014 et a pour objectif de contribuer à l'amélioration de l'action administrative.

La Direction de la Communication et de la Presse Ministérielle du MATDSI



Tourisme burkinabè Quelles orientations stratégiques pour une relance du secteur ?

Région du Centre



Le secteur du tourisme a connu un développement très important ces dernières années. Cette dynamique s'explique par la volonté des pouvoirs publics de faire du secteur un des piliers de l'économie burkinabè. Cela s'est manifesté en 2009 par l'adoption de la Politique nationale du tourisme (PNT) dont la vision est de faire du Burkina Faso une terre d'accueil et d'hospitalité ; une destination attractive, accessible qui offre des produits touristiques de qualité, diversifiés, visibles et compétitifs. Dans la même lancée, le programme présidentiel met l'accent sur l'amélioration de la qualité et de la compétitivité de l'offre touristique ainsi que sur la promotion de l'image du Burkina Faso comme destination privilégiée des touristes et des investisseurs touristiques.

Le tourisme est pourvoyeur de devises

Des efforts de valorisation et de promotion du patrimoine touristique ont permis d'atteindre en 2013, 506 600 arrivées de touristes qui ont généré plus de 75 milliards de francs CFA de recettes (Hôtellerie et voyages). L'investissement direct dans le secteur pour la période de 2011 à 2015 s'élevait à plus de 30 milliards de francs CFA pour la réalisation d'Établissements Touristiques d'Hébergement (ETH). L'entrepreneuriat touristique a connu un développement considérable sur toute l'étendue du territoire. En effet, l'on dénombre 140 agences de voyages et de tourisme, 460 établissements touristiques d'hébergement et 183 restaurants de tourisme en 2015.

L'industrie touristique rime avec sécurité

Depuis 2014, le Burkina Faso a connu des crises sociopolitiques et sécuritaires qui ont eu un impact considérable sur l'évolution du tourisme. En effet, les arrivées de touristes ont baissé de 3,9% et 3,5% respectivement en 2014 et en 2015. Les crises de ces deux dernières années ont entraîné la fermeture temporaire de deux établissements classés quatre (04) étoiles de la ville de Ouagadougou et d'un restaurant de tourisme. L'étude d'impact des attaques terroristes sur l'activité touristique menée par le Ministère de la Culture, des Arts et du Tourisme a révélé des pertes directes de plus d'un milliard de francs CFA. Cette situation a conduit les acteurs du tourisme à faire de la question sé-

curitaire le thème central de la rencontre annuelle Administration Nationale -Secteur privé du Tourisme. En effet, cette rencontre, instituée par arrêté N°2011-003/MCTF/SG/DGT du 11 février 2011, se tient cette année à Kaya du 29 au 30 juin 2016 sous le thème : «le tourisme face à la crise sécuritaire internationale : quelles stratégies pour la relance du secteur au Burkina Faso?».

Les actions en vue de relancer l'activité touristique

Afin de relancer l'activité touristique, le Ministère de la Culture, des Arts et du Tourisme compte mettre en œuvre des actions dans les domaines suivants :

1. De la promotion de la destination Burkina :

- mettre en place une stratégie de communication de crise pour rassurer les touristes ;
- vendre la destination Burkina à l'extérieur en participant aux salons majeurs de tourisme à travers le monde tels que la FITUR de Madrid, ITB Berlin, le Salon de Rambouillet et Top Résa en France, le Taipei International Travel Fair, le Salon International Tourisme Voyages de Montréal sans oublier les salons de tourisme de la sous-région ouest-africaine ;
- sensibiliser les organisateurs d'évènements à la prise en compte des programmes sociaux (circuits, excursions, tour de ville, dégustation de mets locaux, etc.) dans les grandes manifestations (conférences, colloques, etc.) conformément aux termes de la circulaire N°2014-004/PM/CAB du 16 janvier 2014 de SEM le Premier ministre portant Organisation d'excursions touristiques lors des rencontres et des évènements ;
- mettre en œuvre la Stratégie marketing de promotion de la destination Burkina Faso ;
- organiser la 11ème édition du Salon international du tourisme et de l'hôtellerie de Ouagadougou (SI-THO) du 29 septembre au 02 octobre 2016, sous le thème « Pratique du tourisme et éducation » ;
- commémorer la Journée mondiale du tourisme (JMT) le 27 septembre 2016.

2. Du développement de l'entrepreneuriat touristique :

- opérationnaliser le Fonds de développement

culturel et touristique ;

- lutter contre la concurrence déloyale (para hôtellerie) par l'accompagnement des entreprises touristiques en règle conformément à la circulaire N°2014-003/PM/CAB du 16 janvier 2014 de SEM le Premier ministre portant Attribution des marchés publics relatifs à l'hôtellerie, à la restauration et au tourisme ;
- former les agents des établissements touristiques d'hébergement afin qu'ils puissent faire face à des situations sécuritaires.

3. De la valorisation et aménagement touristique :

- aménager et valoriser les sites touristiques majeurs autour des grandes villes de rencontres (Laongo, Bazoulé, Sabou, la Guinguette, Dioulassoba, les cascades de Karfiguéla, les dômes de Fabédougou...) pour une meilleure attractivité de la destination ;

4. De la mise en œuvre de projets et programmes touristiques

- mettre en œuvre le Programme de renforcement de l'attractivité touristique de la zone de l'Ouest (PRAT/ZO) ;
- poursuivre la mise en œuvre du Programme de renforcement de l'attractivité touristique des ruines de Loropéni (PRAT/Loropéni) ;
- poursuivre la mise en œuvre du Programme de développement des industries touristiques (PDIT) ;
- mettre en œuvre le Programme de renforcement du Pôle touristique du Centre (PRPT/centre) ;

5. Du développement du tourisme interne

- poursuivre la mise en œuvre du programme « Connais-tu ton beau pays ? » qui vise à développer la pratique du tourisme par les nationaux ;
- mettre en place un cadre de concertation avec les Collectivités Territoriales ;
- appuyer la mise en place des projets et programmes touristiques locaux ;

6. De l'amélioration du cadre juridique et institutionnel

- renforcer le cadre institutionnel (gouvernance, Ressources humaines, infrastructure et équipements) ;
- poursuivre les opérations de recensement et de contrôle des entreprises touristiques ;
- poursuivre l'amélioration du cadre juridique et du climat des affaires dans le secteur.

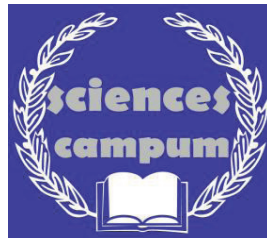
La mise en œuvre de ces actions permettra certainement de faire du Burkina Faso, une destination à ne pas manquer. Cependant, la relance de l'industrie touristique indique que nous nous investissons tous ; les crises et foyers de tension multiples ne sont pas faits pour attirer les touristes, ce sont nos valeurs humaines qui vendent mieux l'image de notre pays.

Vivement que chaque Burkinabè joue sa partition !

Ministère de la Culture, des arts et du tourisme.



Annonces



ISC-BOBO

L'Ecole Supérieure des Sciences et Technologies

Félicite tous les nouveaux bacheliers

Encourage ceux qui sont au second tour

*Et tous ceux qui reprendront la classe de terminal ou qui seront
dans des écoles professionnelles*

Les filières ouvertes à ISC-Bobo sont :

- 1. Sciences et Technologies de l'Eau, de l'Environnement et de l'Energie, option :**
 - Infrastructures Hydrauliques
 - Eau et Assainissement
 - Génie Electrique et Energétique
 - Génie Civil
- 2. Banque et Microfinance, option :**
 - Banque
 - Microfinance
 - Assurance
- 3. Génie Informatique, option :**
 - Système d'Informations et Réseaux
 - Réseaux Informatique et Télécommunication
- 4. Gestion des ONG et des Associations, option :**
 - Gestion et Organisation des Entreprises
 - Gestion des Projets
 - Gestion des ONG
 - Gestion des Associations

*Situé au centre de la ville de Bobo, Avenue Guillaume Ouédraogo/Immeuble Sanga Mady 1^{er} et
2^{ème} étage*

01 BP 2530 Bobo-Dioulasso 01

*Tél : +226 72 07 09 09 / +226 20 95 47 46 / +226 72 08 03 03 / +226 70 01 05 05 / +226 77 20
00 26 / Email : isc@iscbobo.com / Site WEB : www.iscbobo.com*



Annonces

Avis de recrutement

Avis de recrutement de cinq (05) élèves Commissaires de Police

COMMUNIQUE N°2016-0023/MATDSI/CAB du 27 juin 2016

Le Ministre d'Etat, Ministre de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et de la Sécurité Intérieure communique:

Le public Burkinabè est informé de l'ouverture, au titre de l'année 2016 dans le centre unique de Ouagadougou, d'un concours direct pour le recrutement de cinq (05) élèves Commissaires de Police au profit de la Police Nationale.

I. Des conditions de participation

Peuvent prendre part audit concours, les burkinabè des deux (02) sexes, âgés de vingt-trois (23) ans au moins et de trente (30) ans au plus au 31 décembre 2016, titulaires d'un diplôme de Maîtrise ou de tout autre diplôme reconnu équivalent, ayant une taille d'au moins 1,70 mètre pour les candidats de sexe masculin et de 1,68 mètre pour les candidats de sexe féminin, jouissant de leurs droits civiques et remplissant les conditions d'aptitude physique et mentale exigées pour l'emploi dans le corps des Commissaires de police.

Les personnes déjà admises à un concours et qui sont en formation dans une école professionnelle depuis plus d'un (01) mois ne sont pas autorisées à prendre part au présent concours.

Tout contrevenant s'expose à des sanctions conformément aux textes en vigueur.

Les dossiers de candidature devront contenir les pièces suivantes :

Les dossiers de candidature devront contenir les pièces suivantes :

une demande manuscrite, datée et signée du candidat, indiquant son adresse exacte, revêtue d'un timbre fiscal de deux cents (200) francs CFA, adressée à Monsieur le Ministre d'Etat, Ministre de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et de la Sécurité Intérieure ;

une photocopie légalisée du certificat de nationalité burkinabè ;

une photocopie légalisée de la Carte Nationale d'Identité Burkinabè (CNIB) en cours de validité ;

un extrait d'acte de naissance ou toutes autres pièces en tenant lieu ;

le bulletin n°3 du casier judiciaire en cours de validité ;

une photocopie légalisée du diplôme de Maîtrise ou l'attestation dudit diplôme en cours de validité, ou de tout autre diplôme reconnu équivalent ;

un certificat médical attestant que le candidat jouit d'une acuité visuelle de 10/10 sans correction.

Les dossiers de candidature sont reçus aux jours, heures et lieux ci-après :

Période de réception : du 04 au 15 juillet 2016 ;

Jours de réception : du lundi au samedi ;

Heures de réception : de 08 heures à 14 heures ;

Lieu de réception : École Nationale de Police.

Tout dossier incomplet sera purement et simplement rejeté.

II. De l'administration des épreuves

Le concours comporte deux (02) phases : une phase d'épreuves sportives de présélection et une phase d'épreuves écrites et orale d'admissibilité.

1. Les épreuves sportives de présélection consistent en :

une course de 100 et 1000 mètres pour les candidats de sexe masculin, coefficient 2 ;

une course de 80 et 800 mètres pour les candidats de sexe féminin, coefficient 2.

2. La phase d'épreuves écrite et orale d'admissibilité consiste en :

Un test de niveau comprenant :

– une épreuve de dissertation sur un sujet de culture générale, notée sur 20, durée 3 heures, coefficient 2 ;

– une épreuve pratique d'informatique, notée sur 20, coefficient 1.

une épreuve orale sur un sujet de culture générale devant un jury, notée sur 20, coefficient 2.

Toute note inférieure à 07/20 est éliminatoire.

Les candidats sont informés que les épreuves sportives de présélection sont obligatoires et aucune dispense n'est acceptée, quel qu'en soit le motif.

Les candidats sont par ailleurs informés que seuls les cents (100) premiers présélectionnés à l'issue des épreuves sportives seront retenus pour participer à la phase écrite d'admissibilité.

L'admission définitive n'est prononcée qu'après une visite médicale d'aptitude et une enquête de moralité.

III. Dispositions diverses

L'accès à la salle de composition par les candidats ainsi que leur participation aux épreuves sportives sont conditionnés par la présentation du récépissé d'inscription et de la carte nationale d'identité burkinabè ayant servi au dépôt du dossier ou une copie légalisée de ladite CNIB.

Les déclarations de perte de la Carte Nationale d'Identité Burkinabè ne sont pas acceptées.

Les candidats admis au présent concours seront placés en formation à l'Académie de Police pour une durée de deux (02) ans à l'issue de laquelle ils seront intégrés dans la Police Nationale en qualité de Commissaires de Police stagiaires.

Les lieux et dates de déroulement des épreuves sont fixés par note de service et rendus publics par communiqué.

Ouagadougou, le 27 juin 2016

Pour le Ministre d'Etat et par délégation,

Le Secrétaire Général

Abdoulaye OUEDRAOGO

Officier de l'Ordre National

Avis de recrutement

Avis de recrutement de mille cinq cent (1500) élèves Assistants de Police dont soixante-quinze (75) de sexe féminin

COMMUNIQUE N°2016-0024/MATDSI/CAB du 27 juin 2016

Le Ministre d'Etat, Ministre de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et de la Sécurité Intérieure communique:

Le public Burkinabè est informé de l'ouverture, au titre de l'année 2016 dans le centre unique de Ouagadougou, d'un concours direct pour le recrutement de mille cinq cent (1500) élèves Assistants de Police dont soixante-quinze (75) de sexe féminin, au profit de la Police Nationale.

I. Des conditions de participation

Peuvent prendre part audit concours, les burkinabè des deux (02) sexes, âgés de dix-huit (18) ans au moins et de vingt-cinq (25) ans au plus au 31 décembre 2016, titulaires du Brevet d'Etudes du Premier Cycle (BEPC) ou de tout autre diplôme reconnu équivalent, ayant une taille d'au moins 1,70 mètre pour les candidats de sexe masculin et de 1,68 mètre pour les candidats de sexe féminin, jouissant de leurs droits civiques et remplissant les conditions d'aptitude physique et mentale exigées pour l'emploi dans le corps des Assistants de police.

Les personnes déjà admises à un concours et qui sont en formation dans une école professionnelle depuis plus d'un (01) mois ne sont pas autorisées à prendre part au présent concours.

Tout contrevenant s'expose à des sanctions conformément aux textes en vigueur.

Les dossiers de candidature devront contenir les pièces suivantes :

une demande manuscrite, datée et signée du candidat, indiquant son adresse exacte, revêtue d'un timbre fiscal de deux cents (200) francs CFA, adressée à Monsieur le Ministre d'Etat, Ministre de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et de la Sécurité Intérieure ;

une photocopie légalisée du certificat de nationalité burkinabè ;

une photocopie légalisée de la Carte Nationale d'Identité Burkinabè (CNIB) en cours de validité ;

un extrait d'acte de naissance ou toutes autres pièces en tenant lieu ;

le bulletin n°3 du casier judiciaire en cours de validité ;

une photocopie légalisée du diplôme du BEPC ou l'attestation dudit diplôme en cours de validité, ou de tout autre diplôme reconnu équivalent ;

un certificat médical attestant que le candidat jouit d'une acuité visuelle de 10/10 sans correction.

Les dossiers de candidature sont reçus aux jours, heures et lieux ci-après :

Période de réception : du 04 au 15 juillet 2016 ;

Jours de réception : du lundi au samedi ;

Heures de réception : de 08 heures à 14 heures ;

Lieux de réception : École Nationale de Police, Stade du 4 Août et stade Dr Issoufou Joseph Conombo (ex stade municipal de Ouagadougou).

Tout dossier incomplet sera purement et simplement rejeté.

II. De l'administration des épreuves

Le concours comporte deux (02) phases : une phase d'épreuves sportives de présélection et une phase d'épreuves écrites d'admissibilité.

1. Les épreuves sportives de présélection consistent en :

une course de 100 et 1000 mètres pour les candidats de sexe masculin, coefficient 2 ;

une course de 80 et 800 mètres pour les candidats de sexe féminin, coefficient 2.

2. Les épreuves écrites d'admissibilité consistent en un test de niveau qui comprend :

une épreuve de rédaction notée sur 20, durée une (01) heure, coefficient 2 ;

une épreuve d'étude de texte notée sur 20, durée deux (02) heures, coefficient 3.

Toute note inférieure à 07/20 est éliminatoire.

Les candidats sont informés que les épreuves sportives sont obligatoires et aucune dispense n'est acceptée quel qu'en soit le motif.

Les candidats sont par ailleurs informés, que seuls les cinq mille (5000) premiers présélectionnés à l'issue des épreuves sportives seront retenus pour participer à la phase écrite d'admissibilité.

L'admission définitive n'est prononcée qu'après une visite médicale d'aptitude et une enquête de moralité.

III. Dispositions diverses

L'accès à la salle de composition par les candidats ainsi que leur participation aux épreuves sportives sont conditionnés par la présentation du récépissé d'inscription et de la carte nationale d'identité burkinabè ayant servi au dépôt du dossier ou une copie légalisée de ladite CNIB.

Les déclarations de perte de la Carte Nationale d'Identité Burkinabè ne sont pas acceptées.

Les candidats admis au présent concours seront placés en formation à l'École Nationale de Police pour une durée de deux (02) ans à l'issue de laquelle ils seront intégrés dans la Police Nationale en qualité d'Assistants de Police stagiaires.

Les lieux et dates de déroulement des épreuves sont fixés par note de service et rendus publics par communiqué.

Ouagadougou, le 27 juin 2016

Pour le Ministre d'Etat et par délégation,

Le Secrétaire Général

Abdoulaye OUEDRAOGO

Officier de l'Ordre National



Jobs Campus



Avis de recrutement



Poste: Chef de projet – Programme d'Appui aux Structures de Santé – Congo

Description

h/f Chef de projet – Programme d'Appui aux Structures de Santé

Délégué(e) pays

Pointe Noire – REPUBLIQUE DU CONGO

CONTEXTE

L'IECD est une organisation de solidarité internationale créée en 1988 qui met en œuvre des projets de développement en partenariat avec des institutions locales. L'IECD intervient en particulier dans les domaines de la formation technique et de l'insertion professionnelle, de l'appui aux très petites entreprises et de l'accès à l'éducation et à la santé pour les personnes les plus vulnérables.

Depuis plus de 20 ans, l'IECD est impliqué dans des projets de renforcement de centres de santé / hôpitaux.

L'IECD a lancé en septembre 2012 un Programme d'Appui aux Structures de Santé (PASS) à Pointe Noire (République du Congo).

Ce programme vise à accompagner progressivement 10 Structures de Santé Partenaires (SSP) dans leur développement et devrait permettre à 200 000 personnes d'avoir accès à des soins de santé primaire de meilleure qualité (soit 20% de la population de la ville de Pointe Noire) (vidéo du programme).

L'objectif du programme sera atteint à travers la mise en œuvre de 4 volets :

Renforcement des compétences techniques du personnel médical et paramédical (formation continue de 400 personnes : prise en charge de la santé de la mère et de l'enfant, hygiène...)

Renforcement des capacités de gestion des SSP (administration, finances, collecte de données, gestion des stocks de médicaments et consommables, accueil) en vue de la couverture des coûts et de la viabilité du centre

Dynamisation communautaire par l'appui dans l'intégration du centre de santé dans son milieu (dynamisation des relais communautaires et du comité de santé, sensibilisations dans les écoles, mise en réseau des structures de santé...)

Réhabilitation/équipement des structures de santé et accompagnement de certaines structures dans leur développement

Par ailleurs, l'IECD mène également un projet d'Appui aux Petites Entreprises à Brazzaville et Pointe-Noire depuis 2014, et lance en 2016 un projet d'amélioration de la prise en charge de la drépanocytose à Pointe-Noire. A ce titre, le délégué assure la représentation de l'IECD pour l'ensemble de ces programmes au Congo.

Afin de poursuivre les activités du programme, l'IECD recherche un(e) chef de projet/délégué(e) avec une expérience dans la Santé.

MISSIONS

Responsable du programme PASS

1/ Pilotage du programme au quotidien

Volet opérationnel :

Direction des opérations : planification et supervision de la mise en œuvre des activités (en particulier formation du personnel de santé, formation du personnel de gestion et réhabilitation des infrastructures des Structures de Santé Partenaires/SSP)

Suivi continu des activités en coordination avec les directions des 10 structures partenaires

Pilotage du tableau de bord du programme : mesure des résultats, élaboration et suivi des indicateurs quantitatifs et qualitatifs du projet

Analyse des problèmes et difficultés rencontrés, recommandation et mise en œuvre de solutions adéquates.

Volet ressources humaines et organisation :

Encadrement d'une équipe projet multiculturelle de 10 personnes (médecin, infirmiers, sages-femmes, personnel administratif) dont 2 expatriés en garantissant la cohésion d'équipe et la montée en compétences de chacun(e)

Mobilisation et encadrement des expertises nécessaires : mobiliser les experts du centre d'expertise partenaire (basé à Kinshasa) et d'autres centres (basés à Paris) pour l'élaboration des programmes de formation du personnel des SSP

Volet financier et reporting :

Gestion financière du projet (élaboration des budgets, engagement des dépenses et mobilisation des ressources, etc...)

Encadrement de la comptabilité

Mise en application des procédures IECD

Assurer la mise à jour des outils de suivi et de reporting internes

Coordonner la rédaction des rapports intermédiaires destinés au bailleur de fonds

2/ Relations avec le bailleur de fonds

Représentation auprès de l'entité locale du bailleur

Préparation et animation du comité de pilotage du projet (représentants du bailleur et parties prenantes)

3/ Représentation institutionnelle

Relations avec les autorités et acteurs locaux – notamment le Ministère de la Santé

Relations avec les partenaires et potentiels partenaires

4/ Vision, stratégie et développement du PASS

Animer la réflexion stratégique du programme

Préparer l'avenir du programme à moyen et long termes.

Délégué(e) pays

Représentation institutionnelle de l'IECD au Congo, auprès des différents partenaires institutionnels et bailleurs de fonds

Appui aux autres activités mises en œuvre par l'IECD au Congo et accompagnement des personnes et des équipes en charge de ces activités

Participation à la recherche de nouveaux financements pour l'IECD au Congo

Responsable du développement de nouvelles activités

PROFIL

Formation : Généraliste (ESC, IEP, études universitaires, ingénieur). Master en santé publique ou formation en gestion de structures de santé souhaité.

Expérience :

Expérience de gestion d'équipe multiculturelle et de partenaires variés

Expérience professionnelle requise (10 ans minimum) dans la santé (santé publique ou gestion d'un centre de santé) et/ou dans le secteur du développement

La connaissance de l'Afrique subsaharienne est un atout

Compétences :

Bonnes capacités de gestion de projet, suivi d'activités et d'indicateurs

Compétences en suivi budgétaire et contrôle financier

Maîtrise du Pack Office et notamment maîtrise d'Excel confirmée

Qualités attendues :

Un sens développé de l'organisation, des relations humaines, du management d'équipe et de la gestion seront déterminants

Fortes capacités de leadership et de travail en autonomie

Rigueur, proactivité, flexibilité et capacité à travailler efficacement dans un contexte sous pression et multitâches

Le chef de projet (h/f) aura à cœur de s'engager au service d'un projet de développement

Capacités d'adaptation aux réalités du terrain

Compréhension et/ou attrait pour les enjeux de la santé publique en particulier en Afrique

Adhésion aux valeurs de l'IECD (un regard sur la personne, l'esprit de service, un engagement professionnel)

CONDITIONS DU POSTE

Statut : Contrat de droit français – Formation au départ de deux semaines à Paris

Dates du poste : dès que possible, pour une période de deux ans

Localisation : Pointe Noire – République du Congo

Déplacements à prévoir : Brazzaville et RDC-Kinshasa.

Sous la responsabilité :

Du directeur général adjoint / directeur des opérations, basé à Paris

Collaboration étroite avec la responsable du pôle Santé, basée à Paris

Package global :

Rémunération selon profil

Participation au logement

Pack médical et social complet (maladie, rapatriement, mutuelle complémentaire)

1 billet France – Congo – France par année de mission

CONTACT

Envoyez votre dossier de candidature (CV et lettre de motivation) – Réf. « CDP PASS Congo »

au service recrutement, recrutement@iecd.org

Ville Pointe-Noire, Congo

Fonctions Animation, Formation, Autre, Communication, Coordination, Gestion de projet, Encadrement, Direction, Organisation, Administration, Technicien spécialiste

Activités Animation, Formation, Education, Autre, Economie, Finance, Administration, Informatique, Communication, Ressources Humaines, Santé

Localisation(s) géographique(s) Afrique, Congo-Brazzaville

Contrat CDD, CDI, Inconnu, Volontariat / service civique

Date de fin de validité 30/09/2016



Avis de recrutement



Poste: Conseils pour les BPC biphényles polychlorés

Lieu : Abuja, NIGERIA

Date limite de candidature : 07-Jul-16 (Minuit New York, États-Unis)

Catégorie supplémentaire : Développement Durable et Réduction de la Pauvreté

Type de contrat : contrat individuel

Niveau du poste : International Consultant

Langues requises : Anglais

Date de commencement :

(date à laquelle le candidat sélectionné doit commencer) 07-Aug-2016

Durée du contrat initial 90 jours

Durée prévue de la mission : 90 jours

Historique

biphényles polychlorés (BPC) sont une classe de composés organiques initialement fabriqués en 1881. PCB ont été jugés, stable et non-conducteur à l'électricité et avec une faible volatilité dans des conditions normales résistant au feu. Dès 1929 ces caractéristiques rendait idéal pour de nombreuses applications industrielles et les produits de consommation, mais ils étaient principalement utilisés entre 1950 et la fin des années 1970. La plupart bien connu est l'utilisation des BPC pour fluide diélectrique dans les équipements électriques, de gros transformateurs à petits condensateurs dans les appareils d'éclairage; et des fluides de transfert de chaleur et comme fluides de refroidissement pour des procédés à haute température. Les PCB ont été également utilisés dans une variété d'applications, y compris les fluides hydrauliques, les revêtements de surface, des plastifiants dans les produits d'étanchéité, produits de calfeutrage, les retardateurs de flamme dans les huiles lubrifiantes, etc.

En raison des caractéristiques de toxicité des PCB et leur classification, sont ciblés pour l'élimination par la Convention de Stockholm de 2001 sur les polluants organiques persistants, effets sur la santé probables associés aux PCB incluent le cancer, la reproduction et la toxicité du développement, la fonction immunitaire altérée, les effets sur le système nerveux central, et les changements du foie.

La Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants (POP) est entré en vigueur le 17 mai 2004. La Convention exige la communauté internationale pour protéger la santé humaine et l'environnement de 21 classes de polluants organiques persistants (POP) par sa réduction et l'élimination éventuelle. L'un de ces produits chimiques ciblés est biphényles polychlorés (BPC), dont les partis membres sont tenus de prendre des mesures pour éliminer son utilisation en 2025, et appliquer des pratiques de gestion respectueuses de l'environnement pour disposer d'eux d'ici l'an 2028.

Nigeria a signé la Convention de Stockholm en mai 2001 et l'a ratifiée en mai 2004. Vers respecter ses obligations d'un plan de mise en œuvre national (PIN) a été soumis à la Convention en Avril 2009. Les parties vingt-trois domaines d'action ont été identifiés comme prioritaires. Certains d'entre eux comprennent l'inventaire des PCB et le traitement, l'assainissement et le traitement des zones polluées, l'élimination des PCB et des PCB contenant des équipements obsolètes.

La gestion écologiquement rationnelle et l'élimination des PCB projet est une réponse à la mise en œuvre du PNM et cherche à respecter les engagements du Nigeria pour les BPC en vertu de la Convention de Stockholm.

Portée du projet

Le consultant international de l'inventaire des PCB travaillera avec le consultant national et d'autres parties prenantes et assurer la pleine participation pour assurer la pleine appropriation du projet. Le document de projet doit contenir les éléments suivants.

Le contexte du projet, les objectifs de développement et de conception:

- Examen de tous les documents et programmes déjà élaborés;
- Évaluer l'état du projet et élaborer des stratégies rationnelles pour la mise en œuvre;

Description détaillée du projet

- Délimiter les diverses composantes et aspects du projet par rapport à la politique nationale sur les PCB et le plan de gestion;
- Attribuer les meilleures stratégies pour leur mise en œuvre.

Cadre de résultats et de suivi

- Élaborer un cadre pour évaluer et évaluer la capacité des actions respectives pour atteindre les résultats souhaités;
- Développer le suivi des stratégies pour permettre l'information de rétroaction dans les processus de développement et de mise en œuvre;
- Élaborer un programme pour assurer une réponse administrative / technique en cas de besoin.

Modalités d'exécution

- Examiner et formuler des stratégies d'évaluation des données d'inventaire et d'autres cours de l'action;
- Évaluer les options de mise en œuvre et l'application des meilleures disponibles / ingénierie pratiques, techniques et contrôles;
- Élaborer des stratégies pour engager la participation active des parties prenantes et entités concernées;
- Délimiter les arrangements institutionnels et les modalités, arrangements d'approvisionnement et plan d'action
- Dessiner des plans pour le recrutement d'une équipe de techniciens experts, compagnon, personnel de soutien administratif et les services généraux des travailleurs;
- Développer feuille de route pour le renforcement des capacités par la formation, l'apprentissage et la certification;
- Développer la liste détaillée des équipements et des services à fournir;
- Élaborer des estimations de délais et les coûts;
- Identifier les sources de financement et le calendrier.

Protéger les questions

- Développer les grandes lignes des activités (démantèlement et l'enlèvement, le transport vers les sites de sauvegarde provisoires, etc.);
- Évaluer l'état des sites de sauvegarde provisoires (IS);
- Conception et développement de sites est;
- Installation de la technologie d'élimination;
- opérations des installations et du matériel.

Objectifs du projet:

Le but de ce conseil est d'avoir une équipe de National et Consultant International pour élaborer une proposition de projet technique solide et détaillé, pour le projet ci-dessus. La proposition et ses ANNEXES devraient être prêts pour la soumission au FEM par Février 2017. Le consultant international devrait avoir une très bonne expérience professionnelle et académique sur les produits chimiques et les déchets, en termes de formulation des politiques tel que requis par les accords multilatéraux sur l'environnement dans le cadre du les produits chimiques et les déchets. L'objectif de ce contrat individuel est de développer davantage le concept de projet approuvé dans un projet de grande envergure (FSP). Les principales activités sont les suivantes:

Résultat & Sorties du projet:

Composante 1: Renforcement des capacités institutionnelles et de la formation sur les PCB

Dans le cadre de ce volet les trois résultats suivants seront atteints:

- Capacité des institutions locales et des opérateurs sur la gestion des PCB a augmenté;
- Règlement sur PCBs improved et appliquées;
- Sensibilisation et diffusion des objectifs du projet et les résultats;

Composante 2: Inventaire des PCB dans les 22 Etats du Nigeria pas déjà couvert par d'autres inventaires

Pour réaliser l'inventaire des PCB, il y aura la nécessité d'établir la capacité d'analyse des PCB, y compris une mise à niveau de l'équipement d'analyse dans un laboratoire et la formation du personnel technique. Les résultats à atteindre en vertu du présent composant est listé ci-dessous:

- Inventaire des BPC étendus et démontrées dans 21 states non couverts par les précédents inventaires;

Composante 3: Mise en place de la collecte des PCB et un centre de traitement:

Dans le cadre de cette composante, un site de stockage en toute sécurité (soit développé à partir de la mise à niveau d'un site de stockage existant, ou érigé en une structure entièrement nouvelle) sera mis en place pour la collecte et le traitement des PCB identifiés au cours de la mise en œuvre de la composante 2

- infrastructures techniques pour la manipulation et l'élimination des BPC établies en toute sécurité;

Composante 4: élimination écologiquement rationnelle des PCB identifiés:

Une fois que les infrastructures et les technologies nécessaires ont été achetés et testés, le traitement de l'équipement contenant des BPC à faible contaminés et le PCB pur sera entreprise veillant à ce que les activités d'élimination des PCB seront effectués en conformité avec les MTD / MPE et au meilleur coût / efficacité rapport. Cet objectif sera atteint grâce à ce qui suit:

- Élimination et traitement PCBs et équipements contaminés par les PCB;

Composante 5: Surveillance, Apprentissage, Feedback Adaptive et évaluation:

Les principaux éléments de ce composant sera un (i) stratégie détaillée, élaborée à partir des résultats dans le cadre ci-dessus. ii) une analyse détaillée du cadre logique (iii) du budget détaillé; et (iv) le suivi détaillé et un plan d'évaluation. Les activités comprendront:

- Les résultats de projets soutenus et reproduits;
- Un plan de développement durable présentera les principes et les lignes directrices pour assurer la viabilité à long terme des réalisations du projet. Il décrira également une stratégie de sortie, à la recherche de la poursuite des principales activités / réalisations sans la nécessité d'un financement international à long terme.

Devoirs et responsabilités

Fonctions / Principaux résultats attendus:

Conformément à la portée générale ci-dessus, le consultant international entreprendra les activités suivantes à l'appui du développement global de la proposition de projet:

- Pour élaborer et finaliser FEM CEO Projet proposition d'approbation pleine grandeur et le document de projet du PNUD dans le format requis et la documentation connexe pour soumission ultérieure au FEM;
- Pour répondre aux commentaires des GEFSEC, les examinateurs STAP et du FEM membres du Conseil sur la proposition lors de la soumission et les processus d'approbation finale (y compris le cas si la période d'approbation dépasse la période de passage des marchés);
- Pour soutenir l'équipe de projet en assurant la liaison avec les organismes donateurs, des organisations internationales, des initiatives similaires pour identifier, confirmer et obtenir des engagements formels de cofinancement;
- Pour contribuer au renforcement des capacités portées;
- Développer plan de travail détaillé du projet, TDR pour le groupe d'experts et des services de conseil, ainsi que des conseils de mise en œuvre générale résumés;
- Pour effectuer des visites en cas de besoin à des fins de la formulation du projet et de préparer les acteurs du projet pour les éléments essentiels de la future mise en œuvre du projet;
- Pour donner des conseils sur les meilleures pratiques internationales, pour identifier les technologies existantes pour le traitement haute et basse concentration et l'élimination des PCB et des équipements contaminés par les PCB, et le site des opérations de nettoyage;
- Pour fournir un appui à l'élaboration des spécifications techniques et technologiques des recommandations d'options pour une concentration élevée PCB élimination et faible concentration contaminés par les PCB de traitement de l'équipement et des sols contaminés;
- Pour fournir des conseils généraux et de l'assistance à la demande dans le développement par des consultants locaux de la portée des diverses activités de renforcement des capacités techniques envisagées pour le projet;
- Pour contribuer et participer à l'atelier intermédiaire du projet, diffuser des documents connexes et de faire des présentations au besoin.

Livrables spécifiques:

- Rapport initial et le plan de travail;
- Planifier et organiser des réunions avec les partenaires du projet national clés et un certain nombre de visites sur le terrain aux installations pilotes potentiels;
- Organiser et animer des réunions régulières avec les parties prenantes du projet nationales, pour fournir des mises à jour et de solliciter des suggestions tout en façonnant la proposition de projet;
- Organiser des réunions avec les parties prenantes pour discuter de fourniture d'un appui à l'obtention de lettres officielles de cofinancement par les parties prenantes du projet, d'abord en aidant l'équipe de projet à identifier les sources potentielles de cofinancement, puis en aidant l'effet de levier de cofinancement pour la mise en œuvre du projet des parties prenantes du projet (y compris mais non limité à la planification et à l'organisation des réunions avec des co-financeurs potentiels, expliquer les conditions de cofinancement, de soutenir la rédaction de lettres de cofinancement si demandé par les parties prenantes, le suivi de la signature de lettres officielles) par l'obtention de lettres officielles signées co-financement;
- Organiser une réunion finale nationale de consultation des parties prenantes et à planifier et à organiser des réunions avec les principaux partenaires nationaux du projet et des visites sur le terrain aux installations (pré-sélectionnés) pilotes;
- Participer activement à l'examen de (la) documentation du projet, fournir une rétroaction critique, suggérer des améliorations et de fournir des informations et des données demandées en temps opportun;
- Soumettre initial projet de document pour examen par le FEM et d'autres parties prenantes;
- Soumettre Document final du projet et rapport de l'atelier (intégrant commentaires / observations de divers intervenants.

Compétences

- Solides connaissances dans la collecte de données et de recherche en particulier des études dans le contrôle de la pollution dans les installations de gestion des déchets;
- Une forte prise de conscience de l'organisation d'un autre projet de développement international et à travailler avec le gouvernement en particulier dans la négociation des objectifs environnementaux;
- initiative et travailler de façon autonome avec un minimum de supervision, et à intégrer avec imagination les commentaires des intervenants dans l'évolution des documents;
- Excellente expérience et la capacité de multi-tâche et travailler sous pression avec divers groupes de professionnels, les organisations et les communautés;
- rédaction et rapports solides compétences en anglais.

Qualifications et expériences requises

Éducation:

- Un diplôme universitaire en sciences et / ou de l'environnement, ou de l'ingénierie avec l'expérience liée à la gestion et à l'élimination chimique, une formation spécialisée dans les questions de science et de technologie de l'environnement

De l'expérience:

- Un minimum de précédente expérience professionnelle connexe 10 ans avec une préférence pour les candidats ayant une expérience professionnelle dans les produits chimiques et la gestion des déchets;
 - Démontrer une expérience professionnelle et de l'expertise dans les approches de gestion des déchets chimiques, y compris l'expérience dans la conception et la mise en œuvre de minimisation et de gestion des programmes de déchets durable dans un ou plusieurs pays;
 - Expérience dans les accords multilatéraux sur l'environnement concernant les produits chimiques et les déchets, la connaissance de l'ASGIPC et du PNUD initiative / PNUD sur l'intégration de gestion rationnelle des produits chimiques est un avantage.
- Exigences linguistiques:
- Solides compétences en communication écrite en anglais en particulier dans la préparation de documents et le rapport sur la base question.

Le PNUD s'engage à recruter un personnel divers en termes de genre, de nationalité et de culture. Nous encourageons de même les personnes issues des minorités ethniques, des communautés autochtones ou handicapées à postuler. Toutes les candidatures seront traitées dans la plus stricte confidentialité.

Si vous éprouvez des difficultés avec les candidatures en ligne, merci de contacter jobs.help@undp.org



Jobs Campus



Avis de recrutement



Poste: Analyste National en Droits de l'Homme –Base de données
Lieu : Kinshasa, REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO
Date limite de candidature : 12-Jul-16 (Minuit New York, États-Unis)
Catégorie supplémentaire : Développement Durable et Réduction de la Pauvreté
Type de contrat : TA Local
Niveau du poste : NO-A
Langues requises : Français
Date de commencement :
(date à laquelle le candidat sélectionné doit commencer) :01-Aug-2016
Durée du contrat initial: 11 Mois

Historique

Il existe au sein du Bureau Conjoint des Nations Unies pour les Droits de l'Homme (BCNUDH-MONUSCO-HCDH) une équipe de chercheurs pour assurer la gestion de l'information sur les auteurs présumés de violations graves du droit international des droits de l'homme, du droit international humanitaire et du droit international des réfugiés en RDC.

Cet exercice contribue à la mission du Secrétariat mis en place pour assurer l'application de la Politique des Nations Unies de diligence voulue en matière de droits de l'homme qui a été constitué au sein de la MONUSCO et est placé sous l'autorité du Directeur du BCNUDH. Il contribue également à la gestion des informations disponibles au sein du BCNUDH en vue d'appuyer la lutte contre l'impunité.

Pour le HCDH, cet exercice entre dans le cadre du suivi de la mise en œuvre des résultats atteints dans le cadre du projet d'Inventaire des violations des droits de l'homme et de droit international humanitaire commises en RD Congo entre mars 1993 et juin 2003 dit « Mapping justice » réalisé en partenariat avec le HCDH.

Devoirs et responsabilités

Sous la supervision directe du Coordonnateur du Secrétariat pour la Politique de diligence voulue en matière de droits de l'homme de l'ONU, le ou la titulaire s'acquittera des tâches suivantes :

- Assurer la collecte, la conservation et l'analyse des données récoltées par le BCNUDH sur les présumés auteurs de violations du droit international des droits de l'homme, du droit international humanitaire et du droit international des réfugiés ;
 - Contribuer à la gestion quotidienne non-technique des bases de données mises en place au sein du Secrétariat ;
 - Dans le cadre des tâches d'analyse ci-dessus décrites, assister le Secrétariat dans :
 - la gestion et l'analyse des informations collectées ;
 - la gestion des procédures prévues pour l'application de la Politique de diligence voulue en matière de droits de l'homme ;
 - l'analyse des risques de commission de violations des droits protégés ;
 - l'identification et, le cas échéant, le suivi des mesures d'atténuation des risques adoptées dans le cadre de l'application de la Politique de diligence voulue en matière de droits de l'homme ;
 - l'analyse du contexte légal de fonctionnement des institutions de défense et de sécurité de la RDC ;
 - Assister aux autres tâches menées par le Secrétariat et l'unité de HRDDP en lien avec la mission du BCNUDH, notamment dans le cadre de la lutte contre l'impunité et de la protection des civils, y compris par le monitoring de procédures judiciaires ;
 - Traduire des documents vers le français ou l'anglais;
 - Elaborer des plans de travail en accord avec les attributions et autres missions déterminées;
 - Elaborer des notes, rapports et tout autre document de synthèse et d'analyse pertinent en lien avec une recherche ou une mission donnée ;
 - S'acquitter de toute autre tâche qui lui est confiée
- Résultats attendus
- Améliorer la collecte, gestion et analyse continues de l'information sur les présumés auteurs des violations les plus graves des droits protégés ainsi que sur un contexte particulier;
 - Contribuer à rendre la base de données plus fonctionnelle et efficace, et s'adaptant aux besoins ;
 - Contribuer à rendre les procédures mises en place par le Secrétariat plus fonctionnelles, efficaces et s'adaptant aux besoins ;
 - Contribuer à une meilleure connaissance du fonctionnement des institutions de

défense et de sécurité de la RDC, y compris des procédures disciplinaires;
• Contribuer à une meilleure connaissance du fonctionnement et des procédures de l'institution judiciaire civile et militaire en RDC ;

Compétences

Professionalisme:

- Connaissance, compréhension et maîtrise des questions relatives aux droits de l'homme et au droit international humanitaire;
- Faire preuve de conscience professionnelle, d'engagement et d'efficacité dans l'exercice de ses fonctions;
- Aptitude à exécuter les tâches dans les délais impartis et à obtenir des résultats;
- Expérience dans le domaine des enquêtes et du monitoring des droits de l'homme; aptitude à l'analyse et à la synthèse;
- Connaissance des mécanismes de protection des témoins/victimes et aptitude à protéger les données et autres informations collectées;
- Compréhension et intégration de la dimension genre dans le travail des droits de l'homme.

Planification & Organisation:

- Aptitude à développer des objectifs clairs en accord avec les stratégies adoptées;
- Aptitude à établir et identifier des activités et autres tâches prioritaires;
- Aptitude à ajuster les priorités; aptitude à consacrer du temps et des ressources nécessaires pour la finalisation d'un travail;
- Aptitude à prévoir des risques et à intégrer des contingences dans la planification ;
- Aptitude à suivre et à ajuster les plans et autres actions nécessaires ;
- Aptitude à gérer le temps de façon efficace.

Communication:

- Aptitude à s'exprimer de façon claire, efficace et compétente, tant à l'oral qu'à l'écrit.

Esprit d'équipe:

- Bon sens des relations humaines;
- Aptitude à travailler dans un cadre pluri ethnique et pluri culturel en faisant preuve de tact et de respect de la diversité.

Qualifications et expériences requises

Education:

- Diplôme universitaire ou équivalent (graduat ou licence)
- Avoir fait des études ou participé à des formations dans le domaine des droits de l'homme et du droit international humanitaire.

Expérience:

- Avoir au moins 2 ans d'expérience si diplôme universitaire de 1er cycle (BAC+3) / Graduat
- Avoir au moins 4-5 années d'expérience professionnelle pertinente serait un atout
- Avoir une expérience antérieure dans le domaine de la gestion de bases de données relatives aux violations des droits de l'homme dans la région d'affectation.
- Avoir une expérience professionnelle au sein de l'ONU ou d'une organisation internationale constitue un atout.

Connaissances linguistiques:

- La maîtrise du français, à l'oral et à l'écrit est indispensable;
- La connaissance de l'anglais et des langues locales ou régionales est un atout.

Autres:

- Aptitude à travailler et à s'adapter à des conditions difficiles,
 - Avoir une formation dans le domaine des questions sécuritaires et dans les procédures de communication;
 - Mettre en avant les intérêts professionnels avant les intérêts personnels ;
 - Faire preuve de persévérance et d'abnégation face aux difficultés et autres défis ;
 - Faire preuve de calme et de sérénité dans des situations stressantes.
- Les candidatures féminines sont fortement encouragées.

Le PNUD s'engage à recruter un personnel divers en termes de genre, de nationalité et de culture. Nous encourageons de même les personnes issues des minorités ethniques, des communautés autochtones ou handicapées à postuler. Toutes les candidatures seront traitées dans la plus stricte confidentialité.

Si vous éprouvez des difficultés avec les candidatures en ligne, merci de contacter jobs.help@undp.org

Magazine Sciences-Campus info 02 BP 5805 Ouagadougou 02

Tél : +226 25 37 36 39/ +226 76609721 /Boulevard des Tensoaba après le Laboratoire National de Santé Publique à 500 m du SIAO/ www.sciences-campus.info /E-mail : contact@sciences-campus.info



Avis de recrutement



Poste: deux consultants internationaux pour l'étude sur la participation des femmes dans les gouvernements locaux en Afrique.

Lieu : Addis Ababa, ETHIOPIE

Date limite de candidature : 18-Jul-16 (Minuit New York, États-Unis)

Type de contrat : contrat individuel

Niveau du poste : International Consultant

Langues requises : Anglais

Date de commencement :

(date à laquelle le candidat sélectionné doit commencer) 31-Jul-2016

Durée du contrat initial 36 jours working

Durée prévue de la mission : 36 jours ouvrables

Historique

La Commission de l'Union africaine (CUA), avec l'appui technique du Centre de services Programme de développement régional des Nations Unies pour l'Afrique (PNUD-RSCA) par l'intermédiaire du Bureau du Président, met en œuvre le projet de construction d'un environnement favorable pour l'autonomisation économique des femmes et la participation politique en Afrique, ci-après dénommé projet. Le projet vise à opérationnaliser UA Valeurs partagées Instruments sur l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, tels que la Charte africaine des droits et des droits des peuples, le Protocole relatif aux droits des femmes (Protocole de Maputo), la Déclaration solennelle sur l'égalité entre les sexes, et la Décennie de la femme africaine 2010-2020. En outre, le projet est conforme à l'ordre du jour des Nations Unies 2030, l'ordre du jour de l'UA 2063, l'UA STC n° 8 mandat sur la gouvernance locale, la Charte de l'UA sur les valeurs et les principes de la décentralisation, la gouvernance locale et le développement local, les instruments institutionnels du PNUD, y compris l'égalité des sexes Stratégie pour l'égalité 2014-2017, ainsi que les accords des Nations Unies sur l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, tels que la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, la Déclaration de Beijing et du Programme d'action, et les objectifs de développement durable. La plupart des pays africains sont parties à ces engagements.

Devoirs et responsabilités

Ceci est une mission de courte durée pour entreprendre une étude de bureau et cinq études de cas de pays. Le projet nécessite deux consultants, un expert en matière de gouvernance locale et un dans le genre et l'égalité des sexes, qui collaboreront en équipe pour compléter les livrables requis. Les consultants effectueront des recherches documentaires pour le fond et le contexte, suivi par des études de cas détaillées dans cinq pays d'Afrique. Le rapport de la recherche documentaire et l'étude sur le terrain sera ensuite présenté pour validation à une réunion d'experts. Il est donc prévu que les consultants tireront de la littérature et de l'information ainsi que l'étude sur le terrain existant dans les pays sélectionnés. La sélection des pays sera guidée par le PNUD et l'UA représentation géographique de chacune des cinq sous-régions. Les consultants devraient :

- Élaborer des critères de sélection des exemples de cas pour démontrer les principales initiatives et résultats des interventions par le choix des pays en Afrique, visant à promouvoir la participation des femmes dans la gouvernance locale et le développement local. Les critères proposés feront partie du rapport initial soumis au PNUD.

Compétences

Compétences fonctionnelles:

- compétences publiques Excellentes parlants et de présentation;
- Possibilité de définir une argumentation cohérente dans les présentations et les interactions de groupe;
- Capacité à communiquer couramment avec les différentes parties prenantes (société civile, les autorités gouvernementales, les communautés locales, le personnel du projet).

Les compétences de base:

- Preuve d'intégrité en modélisant les valeurs de l'ONU et des normes éthiques;
- Favorise la vision, la mission et les objectifs stratégiques du PNUD;
- Affiche culturelle, le sexe, la religion, la race, la nationalité, et la sensibilité à l'âge et la capacité d'adaptation;
- Traite tous les gens assez sans favoritisme;
- Remplit toutes les obligations de la sensibilité de genre avec une tolérance zéro pour le harcèlement sexuel.

Qualifications et expériences requises

Éducation:

• Diplôme d'études supérieures en administration publique, les politiques publiques, les études de développement, droit, sciences politiques, études de genre ou domaine connexe. Un doctorat dans le domaine concerné est préférable.

De l'expérience:

- Pour le Gender Studies Expert Consultant: Minimum 7 ans d'expérience directement pertinente dans le domaine de l'égalité. L'expérience dans la promotion de l'égalité des sexes dans la gouvernance et la gouvernance locale particulièrement préférée;
- Pour la section locale Consultant Expert Gouvernance: Minimum 7 ans d'expérience directement pertinente dans le domaine de la gouvernance locale en Afrique. L'expérience dans la promotion de l'égalité des sexes et l'accès inclusif dans le gouvernement local préféré;
- Expérience de travail avec le PNUD et la familiarité avec son mandat et le travail dans le genre, la gouvernance locale et le développement local. expérience similaire avec d'autres agences de l'ONU et des organisations internationales de développement est un fort avantage;
- Expérience dans la formulation des stratégies et politiques de développement;
- Pour les deux consultants: Expérience en post-conflit / contextes de transition sera un atout supplémentaire. L'expérience et les antécédents des travaux de recherche et de l'examen et de compiler des rapports techniques avec le gouvernement et les institutions internationales requises.

Langue et d'autres compétences :

- Excellente écriture, l'édition et les compétences en communication orale en anglais est essentiel;
- La connaissance du français sera un atout supplémentaire;
- Possibilité de définir une argumentation cohérente dans les présentations et les interactions de groupe;
- Capacité à communiquer couramment avec les différentes parties prenantes (société civile, les autorités gouvernementales, les communautés locales, le personnel du projet);
- Compétences informatiques: commande complète des applications Microsoft (Word, Excel, PowerPoint) et des applications Internet communes nécessaires;

Application Instruction:

Télécharger la fois TOR et IC formulaire à partir du lien suivant Proposition de soumission: http://procurement-notices.undp.org/view_notice.cfm?notice_id=31036;

Suivre strictement les instructions indiquées dans le formulaire de soumission IC téléchargé ci-après; et

Groupe de personnes et / ou les entreprises ne sont pas admissibles à cette mission de conseil (ouvert uniquement pour le consultant individuel)

Documents requis:

Les propositions suivantes doivent être préparés selon les IC Proposition Instructions de soumission. Les propositions doivent être soumises au plus avant la date limite d'application 18 Juillet, 2016 par l'intermédiaire du PNUD Ethiopie adresse e-mail sécurisé: procurement.et@undp.org

- Proposition technique en pdf sous le nom de fichier: RSC-IC-2016-024 - TP - [insérer votre nom];
- Proposition financière en format pdf sous le nom de fichier: RSC-IC-2016-024 - FP - [insérer votre nom];
- S'il vous plaît noter que ces propositions seront soumises à l'e-mail sécurisé désigné en deux fichiers, mais dans un e-mail, sauf si les deux fichiers sont supérieurs à la taille du fichier 9MB.

Important Note:

- Le candidat uniquement par téléchargement CV à ce site d'emploi ne sera pas considérée. Au lieu de cela, les deux propositions techniques et financières doivent être soumises au courrier électronique sécurisé PNUD: procurement.et@undp.org.

- Ces consultants en perspective qui ne parviennent pas à soumettre les deux propositions techniques et financières selon le format standard et à l'e-mail sécurisé désigné ne seront pas davantage pris en compte pour l'évaluation.

- S'il vous plaît regrouper tous vos documents dans le document PDF unique que le système ne permet de télécharger un maximum d'un document.

En soumettant vos propositions à procurement.et@undp.org être sûr que votre ligne de sujet du courriel est RSC-IC-2016-024 afin de laisser notre bureau localiser facilement vos propositions respectives de courrier électronique sécurisé et être pris en compte dans les évaluations ultérieures.

Le PNUD s'engage à recruter un personnel divers en termes de genre, de nationalité et de culture. Nous encourageons de même les personnes issues des minorités ethniques, des communautés autochtones ou handicapées à postuler. Toutes les candidatures seront traitées dans la plus stricte confidentialité.

Si vous éprouvez des difficultés avec les candidatures en ligne, merci de contacter jobs.help@undp.org



Des questions de la recherche

Des questions des Universités

Des questions des Ecoles

Des questions d'Actualité

Des questions d'emplois

Les réponses dans Sciences-Campus Info au quotidien

en version numérique à télécharger.

ADRESSES UTILES

Ouagadougou

Pompiers: 18/ 25 30 69 48/ 30 69 47
Hôpital ambulance: 25 30 66 44/ 45
ONEA: 22 22 76/77 25 34 34 60 - 80 00 11 11
SONABEL: 25 30 61 00
Aéroport: 25 30 65 15
Police secours: 25 30 71 00
Gendarmerie: 25 31 33 40

Bobo-Dioulasso

Pompiers: 18
Hôpital ambulance: 20 97 00 45/ 20 97 00 44
ONEA: 20 97 65 65/ 20 97 00 09/10 - 80 00 11 11
SONABEL: 20 97 00 60 / 98 22 30
Aéroport: 20 97 00 70
Burkina secours: 20 97 01 43
Police secours: 17
Gendarmerie: 20 97 00 59/ 20 97 00 33

Sciences-Campus Info

Magazine Scientifique & Universitaire

Fondé le 26 août 2013.

02 BP 5805 Ouaga 02
Burkina Faso

Tél: + 226 76609721

E-mail: redaction@sc-mail.info

Site web:

www.sciences-campus.info

Publications semestrielles et quotidiennes

Autorisations

n°5509P /2013/ CAO/TGLO/P.F.
n°1238/2016/CAO-TGI/OUA/P.F

Administration

OTC

Fondation Sciences-Campus

Directeur de publication

Siaka GOW

Directrice des rédactions

Eliane Bayala

Equipe de reportage

Equipe Sciences-Campus Info

- Eliane Bayala

- Aris KUSIELE Somda

- Bernadette Dembélé

- Valentin Mano

- Rélwendé Hervé Roamba

Correspondants des provinces du Burkina

- Karim Ouattara

- Francois blanc

- Boureima Sogoba

-Augustin Irwaya Ouedraogo

- Tigiane Antoine Ki

- Blaise Sama

- Jean Paul Yekpaye

- Grégoire Zongo

- Mamadou Goh

- Désiré Guigma

- Jérôme Bissyendé

- Yves Sanou

- Frédéric Po0da

- Valentin Ouedraogo

- Blaise Sama

- Diloma Jacques

- Moumouni Guio

- Nicole Ouedraogo

- Amédée Silga

- Karim Koala

- Ouaboué Bakouan

- Albert Tarpaga

- Paul Soma

-Arjouman Saganogo

- Joseph Kaboré

-Valentin Singbéogo

- Issa Sepama

- Hermann Toé

Correspondants pays

Montage

Eliane BAYALA

Oeil du professionnel

Distribution

Téléchargeable sur:

www.sciences-campus.info

Abonnement, insertion, couverture médiatique

+226 76609721

+226 72080505

+22672080303

E-mail: redaction@sc-mail.info

Représentation Bobo Dioulasso

Tél: +226 20954746

+226 72070909

A large white crescent moon and a five-pointed star are positioned on the left side of the page. The crescent moon is open to the right, and the star is at its base. The background is a gradient of orange and yellow.

Bonne fête de Ramadan